



SERVICE DE PRESSE

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A L'OCCASION DE L'HOMMAGE NATIONAL A JACQUES DELORS.

Hôtel des Invalides, vendredi 5 janvier 2024

Le 27 décembre dernier s'est interrompu son chemin : un chemin de vie qui ne s'est jamais conformé, dans aucun des tournants du siècle, aux habitudes ni aux attendus. Oui, la vie de Jacques Delors fut faite de chemins de traverses, loin des routes peuplées et des itinéraires connus.

Vie de défrichages courageux, d'intuitions visionnaires, de travail, de compagnonnage.

Vie de chemins et de courants, qui sinuent dans les ruelles de Ménilmontant, football sur les terrains vague et parler argot, qui passent par les sillons des champs de Corrèze, de Paris, ses lieux d'action commune, de Clichy, de Bruxelles, de tant de capitales de notre Europe puis Paris et sa rue Saint-Jacques. Ces chemins tracent un parcours de méritocratie républicaine, de grands-parents paysans corréziens à une mère chapelière, à un père employé de la banque de France, qui lui donnent ce goût de l'effort. Sur ces chemins, comme une boussole, sa foi de serviteur de messe, qui l'ouvre à son prochain, qui instille en lui le sens du devoir avant le goût du pouvoir. Et cette parole grave de son père, mutilé de la Grande Guerre, lourdement invalide : « Il faut réconcilier ».

Alors, des flancs du Massif Central jusqu'aux marches de l'Hémicycle européen, Jacques Delors ne se lassa jamais d'explorer pour réconcilier. En éclaircur. De frayer des alternatives, de bâtir des ponts, marchant toujours vers cet horizon immuable qui comptait pour lui par-dessus tout, la dignité humaine.

Là résidait sa conviction profonde, nourrie par ses cercles de pensée catholique, inspirés d'Emmanuel Mounier : entre la dictature des masses et l'impérialisme de l'individu, il existe une autre voie. Celle de la personne, avec sa liberté d'engagement, sa responsabilité à l'égard de la société, oui il existe cette voie humaniste européenne, la sienne.

Le combat de Jacques Delors consista d'abord à réconcilier avec elle-même une société bloquée. Par le syndicalisme, au sein de la CFTC, puis de la CFDT. La politique n'avait jamais compté parmi ses passions de jeunesse. Les pronostics du Tour de France, les tournois de basket, le jazz à plein volume, le LOSC, Dieu, oui, mais pas la politique. Ses projets d'adolescent étaient peuplés de haute couture, de journalisme, de septième art. Les responsables politiques apparurent d'abord à ses yeux comme les fautifs de la débâcle de 40, dans la douleur, la honte cuisante de voir son pays jeté sur les routes. Mais le destin est patient.

Alors, ses talents de conciliateur rapidement font de lui un responsable remarqué, apprécié. Petit à petit, Jacques Delors gravissait les échelons à la Banque de France, où il était entré comme rédacteur, en même temps qu'il s'affirmait dans son syndicat. Le soir, à la lueur des lampes, après ses journées à la banque, il ouvrait ses photocopiés et ses manuels, étudiait les théories des plus grands économistes, conquérant l'un après l'autre les concours internes.

Bientôt représentant au Conseil Économique et social, il attira l'attention de Pierre Massé, le commissaire général au Plan, qui le prit avec lui rue de Martignac. Il fallait réconcilier, encore. Concilier ses aspirations de gauche avec celles d'un gaullisme qui, après 1968, cherchait à se régénérer. Choisir le Premier ministre Chaban-Delmas, en 1969, plutôt qu'une gauche qui paraissait défaite pour longtemps. Construire avec lui ce projet d'une Nouvelle société, puis continuer comme premier conseiller social de Matignon. Car c'est dans ce giron qu'il trouva le mieux à développer, à ce moment-là, ses convictions. Moderniser la société, replacer la justice au cœur du travail, développer une politique contractuelle, à base de négociations collectives. Pour permettre à ceux qui n'avaient pas eu la chance d'étudier de continuer à apprendre, leur vie durant, il participe en première ligne à la création de la formation professionnelle continue.

Réconcilier, toujours. Réconcilier les Français avec leur travail, leur montrer qu'il est aussi un chemin de dignité de la personne et d'émancipation. Par le savoir et la formation tout au long de la vie, pour que le labeur quotidien ne soit pas le lieu de la servitude des forces morales et physiques, mais de leur accroissement, de leur épanouissement.

Réconcilier davantage. Jacques Delors adhère au parti socialiste des assises de 1974, en pleine ouverture, afin de l'aider à opérer son grand basculement vers l'économie sociale de marché, à construire une force politique d'alternance crédible. Comme il accompagnera le mouvement des Transcourants, dix ans plus tard, dans ce même refus des querelles de clan. Avec Rocard, Chapuis et plusieurs autres, Jacques Delors était de ce sang neuf qui venait irriguer la rose de 1974, y apporter sa propre veine syndicale et chrétienne, y insuffler l'élan d'un réformisme nouveau. Jacques Delors ne croyait pas au grand soir. Il croyait aux aubes patientes, à la négociation au long des jours, au dialogue social, par-delà les oppositions politiques.

Sonne 1981, l'année de la victoire de son camp, l'année du grand souffle, l'année des bourrasques économiques, aussi, alors que l'inflation gronde, que le franc vacille, et doit être dévalué par deux fois. Ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors tient bon. Il lance contre l'inflation des mesures difficiles mais efficaces. Il ose la fin de l'indexation des salaires sur les prix, accompagne les grandes nationalisations du gouvernement Mauroy, assume le tournant de la rigueur et ses restrictions budgétaires.

Quand, l'année suivante, il perd son fils tant aimé, le journaliste Jean-Paul Delors, drame intime et déchirant, il fait face, puis en sa femme Marie, son pilier, en sa fille Martine, sa fierté, en sa petite-fille Clémentine, sa joie, la force de tenir bon. La semaine suivante, il est de retour au Conseil des ministres, ravagé, mais présent, toujours. Car la France connaît alors des jours difficiles. La guerre des deux roses divise le socialisme. Entre deux chemins le pays hésite. Au crépuscule des Trente Glorieuses, les sceptiques de l'Europe tentent de convaincre le président Mitterrand de s'éloigner des contraintes, et les visiteurs du soir frappent à la porte de l'Élysée, chargés de noirs présages.

Jacques Delors est là encore, main dans la main avec Pierre Mauroy, et se bat comme un lion, avec quelques autres, pour défendre sa vision européenne de l'économie, défaire les Cassandre, maintenir la France dans le projet commun.

Ce fut là sans doute l'une de ses plus grandes œuvres de réconciliation : celle de 1983. Réconcilier, dans ce moment décisif, le socialisme du gouvernement avec l'économie sociale de marché, réconcilier les Français avec l'économie, réconcilier la France avec l'Europe. Rendre possible l'idéal européen, en ne cédant rien au réel, en s'y confrontant.

En 1985, la présidence de la commission Européenne est vacante, c'est la candidature de Jacques Delors, alors maire de Clichy, et fort de son mandat passé de député européen, qui est retenu. Tant de décennies après la grande guerre, le fils d'un poilu corrézien va tenir entre ses mains le projet d'un continent. À son tour, il va devoir faire vivre « le pardon et la promesse » que demandait Hannah Arendt, le pardon, pour pouvoir reconnaître le passé, la promesse, pour pouvoir regarder l'avenir.

Réconcilier les peuples, désormais. Pour qu'aucune vie ne soit plus jamais fauchée, mutilée, par l'aveuglement des hommes. Et réconcilier l'Europe avec son avenir.

Le visage de l'Europe d'aujourd'hui, Jacques Delors a contribué à le dessiner, trait par trait. Avec la confiance du président Mitterrand et du chancelier Kohl, de notre Europe, disait-il : elle nous appartient, autant que nous lui appartenons, et il nous appartient de poursuivre.

Héritage sur lequel veillent, inlassablement depuis 30 ans, les trois instituts auxquels il a donné son nom. La libre circulation des personnes et des biens, des services et des capitaux. Le marché unique, et son acte unique, reposant sur un immense travail d'harmonisation, avec tous les acteurs de la société civile. L'Europe du dialogue social, réconciliant patronat et syndicats. L'union économique et monétaire, l'Euro, dont il pose les bases. La Banque centrale européenne, qu'il fait aboutir en mobilisant tous ses talents de négociateurs. L'Europe de la croissance et de la solidarité, qui ne laisse personne sur le côté, soutient les régions les plus défavorisées par des programmes d'aide et de cohésion. Une Europe consciente de la nécessité de s'élargir et s'approfondir simultanément, qui conçoit l'intégration par la convergence graduelle, d'accords d'association en programmes d'aide massifs. Une Europe désireuse de se réformer pour conserver des institutions efficaces, garder sa liberté d'intégration et d'action.

Une Europe qui pressent l'impératif d'une triple soutenabilité : économique, sociale et environnementale, enjeux de souveraineté majeurs de notre siècle. Une Europe de la culture aussi, celle d'Érasme, de Kant, de Stendhal et de Zweig, pour laquelle il inventa les programmes Erasmus, afin que nos jeunes se connaissent, et apprennent à comprendre, plus que la langue de l'autre encore, sa pensée. Une Europe unie dans sa diversité, réunifiée, balayant les vestiges du rideau de fer, accueillant l'Allemagne de l'est dès le lendemain de la chute du mur, pavant la voie de la réunification avec les pays d'Europe centrale, orientale et baltique.

Rarement, notre Europe n'aura tant progressé. Et avec ses équipes, ses compagnons de route, plusieurs des dirigeants ici présents pour lui rendre hommage, et sous le regard de plusieurs dirigeants d'Europe, je remercie pour leur présence aujourd'hui à nos côtés. Il aura fait avancer comme peu d'autres notre continent.

Jacques Delors durant ces années est partout, se démultiplie, va trouver chaque Etat-membre. Au rythme de 180 voyages par an, il écoute, parle, négocie, convainc, engage des bras-de fer, invente des compromis et des concessions nécessaires, parle aux puissants du monde, grand parmi les grands, huitième membre du G7, inspirateur et aiguillon des chefs d'État et de gouvernement, leur interlocuteur et leur conscience. Modernité toujours actuelle de son triptyque, « la compétition qui stimule, la solidarité qui unit et la coopération qui renforce ». Une Europe plus souveraine, plus unie, plus forte qui trouve là son identité.

Jacques Delors n'aura jamais été président de la République française. Le 11 décembre 1994, il dit non au rendez-vous de l'élection présidentielle, droit dans les yeux de 12 millions de Français, qui espéraient un oui. Dans ses paroles, et dans ses silences, se devinaient des blessures tues, et une fidélité absolue à ses idéaux. La destinée collective primant sur le destin individuel, le sens du devoir au fond, le menait, une fois encore, à l'écart des chemins où on l'attendait. Et ce sens du « devoir accompli » que célèbre l'ode à la joie de Schiller, dont Beethoven tira sa 9^e Symphonie, et l'Europe son hymne. Ce sens du devoir accompli, ses paroles, Jacques Delors les connaissait par cœur.

Quelques mois plus tard, dans son bureau du Berlaymont, à Bruxelles, ces mains qui avaient forgé l'Europe, écrit l'histoire, signé des traités décisifs, rapproché les peuples, ces mains ont refermé leurs dossiers, remis de l'ordre autour d'elles. Soigneusement, comme elles faisaient toute chose, elles ont rassemblé ses objets familiers. Quelques exemplaires de l'Équipe, sa première lecture matinale depuis toujours. Une lampe de mineur, une médaille d'honneur de la négociation, souvenirs de l'une des grèves les plus dures de l'histoire syndicale, à laquelle il avait mis fin. L'affiche du film Citizen Kane, d'Orson Welles. Une grande photographie de Jean Monnet.

Tout cela, Jacques Delors l'emportait avec lui. Mais il laissait quelque chose de plus grand, d'indéplaçable, d'intangible. Une empreinte française et européenne. La possibilité d'une social-démocratie d'émancipation. La possibilité d'une Europe unie, celle de Schengen, d'Erasmus, de Maastricht, soudée par des valeurs communes, de Compostelle aux Balkans, de l'Atlantique à la mer Noire. Et la force de transformer l'espoir en histoire.

Je me suis trompé. Le 27 décembre dernier, son chemin ne s'est pas interrompu. Non.

Jacques Delors nous a juste passé le relai. Et beaucoup d'entre vous ici avez pris la suite et continué par vos combats, à la tête de nos institutions européennes, de vos gouvernements ou de vos Etats ou dans notre pays à le poursuivre.

Mais ce chemin, son chemin, se poursuit. Un chemin difficile, chemin de crête, qui s'éloigne des facilités et des faux-semblants, toujours en déséquilibre, et qui tient la Nation et l'Europe, la force économique et la justice sociale, le réel et l'idéal ensemble, enfin réconciliés. Oui, tel fut le chemin intranquille de ce grand Français, de cet honnête homme européen.

Jacques Delors.

Vive l'Europe, vive la République, vive la France.

Agence Europe